



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

UNION DES GRANDS CRUS DE BORDEAUX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2024
UNION DES GRANDS CRUS DE BORDEAUX
10 Cours du XXX juillet - 33000 BORDEAUX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

UNION DES GRANDS CRUS DE BORDEAUX

10 Cours du XXX juillet - 33000 BORDEAUX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2024

À l'Assemblée générale de l'association UNION DES GRANDS CRUS DE BORDEAUX,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UNION DES GRANDS CRUS DE BORDEAUX relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 7 février 2025

KPMG SA

Guillaume
Salomez
2025.02.07
18:36:20 +01'00'

Guillaume SALOMMEZ

Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 30/09/2024 12			Exercice N-1 30/09/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires	34 179	34 179	0	0		
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage	6 428	6 070	358	691	333-	48. 18-
	Autres immobilisations corporelles	167 366	119 900	47 466	59 997	12 530-	20. 89-
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
ACTIF CIRCULANT	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	10 000		10 000	10 000		
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	6 640		6 640	2 780	3 860	138. 83
	Total I	224 613	160 149	64 465	73 468	9 004-	12. 26-
	Comptes de liaison						
	Total II						
	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
Comptes de Régularisation	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	1 645 505		1 645 505	462 975	1 182 530	255. 42
	Autres créances	1 183 377		1 183 377	1 823 223	639 846-	35. 09-
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	2 150 251		2 150 251	590 878	1 559 373	263. 91
	Charges constatées d'avance (3)	605 452		605 452	705 767	100 315-	14. 21-
	Total III	5 584 584		5 584 584	3 582 842	2 001 742	55. 87
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecarts de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	5 809 197	160 149	5 649 048	3 656 310	1 992 738	54. 50

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 30/09/2024 12	Exercice N-1 30/09/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise	196 710	196 710		
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	160 091	148 491	11 600	7. 81
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	11 272	11 600	328-	2. 83-
	Autres fonds associatifs				
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
	Ecarts de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	Total I	368 073	356 801	11 272	3. 16
	Comptes de liaison				
Total II					
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Provisions pour risques	242 072	72 031	170 041	236. 07
	Provisions pour charges				
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur autres ressources				
	Total III	242 072	72 031	170 041	236. 07
DETTES (1)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	2 342	11 672	9 329-	79. 93-
	Emprunts et dettes financières divers				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 563 255	656 608	906 647	138. 08
	Dettes fiscales et sociales	1 159 133	162 505	996 628	613. 29
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	2 314 174	2 396 214	82 040-	3. 42-
	Instruments de trésorerie				
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance		480	480-	100. 00-
	Total IV	5 038 903	3 227 479	1 811 425	56. 13
	Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		5 649 048	3 656 310	1 992 738	54. 50

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

5 038 903 3 226 999

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

Dossier N° 001241 en Euros.

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

CABINET SUSSAN ET ASSOCIES

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	30/09/2024 12	30/09/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	112 759	116 275	3 516-	3. 02-
Production vendue de Biens et Services	1 676 969	1 122 089	554 880	49. 45
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	1 700 411	1 984 269	283 858-	14. 31-
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	40 443	648 172	607 729-	93. 76-
Collectes				
Cotisations				
Autres produits	2 344 120	1 513 460	830 661	54. 88
Total I	5 874 702	5 384 265	490 438	9. 11
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises	619 324	534 375	84 949	15. 90
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	4 570 133	4 235 557	334 576	7. 90
Impôts, taxes et versements assimilés	8 331	5 676	2 655	46. 77
Salaires et traitements	339 354	371 949	32 595-	8. 76-
Charges sociales	157 456	161 447	3 991-	2. 47-
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	12 863	21 632	8 768-	40. 53-
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions	170 041	72 031	98 011	136. 07
Subventions accordées par l'association				
Autres charges (2)	6	6	1-	12. 35-
Total II	5 877 508	5 402 673	474 835	8. 79
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	2 806-	18 409-	15 603	84. 76
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/09/2024 12	Exercice N-1 30/09/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations	16 216	15 782	434	2. 75
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés	941	1 312	371-	28. 30-
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change	9 170	12 988	3 819-	29. 40-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	26 327	30 083	3 756-	12. 49-
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	50	113	63-	56. 03-
Différences négatives de change	28 680	27 371	1 310	4. 78
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	28 730	27 484	1 246	4. 53
2. Résultat financier (V-VI)	2 403-	2 599	5 002-	192. 48-
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	5 209-	15 810-	10 600	67. 05
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	26 014	40 708	14 695-	36. 10-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	285		285	
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total VII	26 299	40 708	14 410-	35. 40-
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	9 004	13 097	4 092-	31. 25-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	285		285	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
Total VIII	9 289	13 097	3 807-	29. 07-
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	17 009	27 612	10 602-	38. 40-
Impôts sur les bénéfices (IX)	528	202	326	161. 39
Total des produits (I+III+V+VII)	5 927 328	5 455 056	472 272	8. 66
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	5 916 056	5 443 456	472 600	8. 68
Solde intermédiaire	11 272	11 600	328-	2. 83-
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
- Engagements à réaliser sur ressources affectées				
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	11 272	11 600	328-	2. 83-

ANNEXE

Exercice du 01/10/2023 au 30/09/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 5 649 048.34 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 5 874 702 Euros et dégageant un excédent de 11 272.26 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/10/2023 au 30/09/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Présentation de l'association

L'Union des Grands Crus de BORDEAUX est une Association regroupant 132 des plus grands crus répartis sur les appellations bordelaises les plus prestigieuses. Cette Association assure la promotion des Grands Crus Bordelais, en France et à l'Etranger, auprès des professionnels et des consommateurs, au travers de nombreuses manifestations.

Subventions d'exploitation

Les subventions accordées pour l'exercice au 30/09/2024 sont de 1 700 411 €.

Subventions perçues

Les subventions sont perçues par France Agrimer.

Pour tenir compte du potentiel risque de rejet d'une partie des dépenses par France Agrimer, des provisions pour risques et charges sont dotées.

A l'ouverture de l'exercice, ces provisions représentaient 72 k€ concernant l'exercice 2023.

Au cours de l'exercice au 30/09/2024, une nouvelle provision a été effectuée pour 170 k€ ce qui porte la provision globale pour faire face au risque de réfaction par France Agrimer à 242 k€.

Dividendes

La société Vintage, détenue à 100 % par l'Union des Grands Crus de Bordeaux, a distribué des dividendes pour 16 216 €.

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

Les membres du Bureau et du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération au titre de leurs fonctions. Les rémunérations des cadres salariés ne sont pas communiquées car cela reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

Honoraires commissaires aux comptes

ANNEXE

Exercice du 01/10/2023 au 30/09/2024

Les honoraires provisionnés pour les commissaires aux comptes sur l'exercice du 01/10/2023 au 30/09/2024 sont de 3 500 € HT.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun fait postérieur à la clôture ne mérite d'être signalé.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/10/2023 au 30/09/2024

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	34 179		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	6 428		
Installations générales agencements aménagements divers	113 738		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	56 962		
TOTAL	177 128		
Autres participations	10 000		
Prêts, autres immobilisations financières	2 780		4 145
TOTAL	12 780		4 145
TOTAL GENERAL	224 087		4 145

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			34 179	34 179
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			6 428	6 428
Installations générales agencements aménagements divers			113 738	113 738
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		3 333	53 628	53 628
TOTAL		3 333	173 795	173 795
Autres participations			10 000	10 000
Prêts, autres immobilisations financières		285	6 640	6 640
TOTAL		285	16 640	16 640
TOTAL GENERAL		3 618	224 613	224 613

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	34 179			34 179
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		5 737	333		6 070
Installations générales agencements aménagements divers		57 788	10 056		67 844
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		52 914	2 474	3 333	52 055
TOTAL		116 440	12 863	3 333	125 970
TOTAL GENERAL		150 619	12 863	3 333	160 149
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal. techniques matériel outillage indus.	333				
Instal.générales agenc.aménag.divers	10 056				
Matériel de bureau informatique mobilier	652	1 822			
TOTAL	11 041	1 822			
TOTAL GENERAL	11 041	1 822			

ANNEXE

Exercice du 01/10/2023 au 30/09/2024

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	72 031	170 041			242 072
TOTAL	72 031	170 041			242 072
TOTAL GENERAL	72 031	170 041			242 072
Dont dotations et reprises d'exploitation		170 041			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	6 640	6 640	
Autres créances clients	1 645 505	1 645 505	
Taxe sur la valeur ajoutée	833 529	833 529	
Divers état et autres collectivités publiques	272 446	272 446	
Débiteurs divers	77 401	77 401	
Charges constatées d'avance	605 452	605 452	
TOTAL	3 440 973	3 440 973	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	0	0		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	2 342	2 342		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 563 255	1 563 255		
Personnel et comptes rattachés	36 528	36 528		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	35 179	35 179		
Impôts sur les bénéfices	528	528		
Taxe sur la valeur ajoutée	275 822	275 822		
Autres impôts taxes et assimilés	811 076	811 076		
Autres dettes	2 314 174	2 314 174		
TOTAL	5 038 903	5 038 903		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	9 329			

Variation des fonds propres

Capitaux propres

Les capitaux propres de l'association comprennent :

- des fonds associatifs avec droit de reprises : 103 272 €
- des fonds associatifs sans droit de reprise : 93 439 €
- des reports-à-nouveau : 160.091 €
- le résultat de l'exercice : 11.272 €

La variation des capitaux propres s'explique ainsi :

Capitaux Propres au 30/09/2023 : 356.801 €
Résultat de l'exercice 30/09/2024 : 11.272 €
Capitaux Propres au 30/09/2024 : 368.073 €

ANNEXE

Exercice du 01/10/2023 au 30/09/2024

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Dépréciation des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice.
- Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/10/2023 au 30/09/2024

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	1 592 278
Autres créances	272 446
Disponibilités	557
Total	1 865 282

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	150 448
Dettes fiscales et sociales	56 190
Autres dettes	2 312 137
Total	2 518 775

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	605 452
Total	605 452

ANNEXE

Exercice du 01/10/2023 au 30/09/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	2
Employés	4
Total	6